***Lettre de relance* *L’EPLE***

|  |
| --- |
| ***Pour nous contacter***  **Service ordonnateur**  *Indiquer dénomination, service, adresse*  Tél. :  Courriel : Accueil :  **Service de l'agence comptable** *Indiquer dénomination, service, adresse*  Tél. : 03.80.24.40.00  Courriel : Gest.0210006t@ac-dijon  Accueil :    **N° SATD :**  *Référence à rappeler dans toute correspondance et lors des versements.* |

Madame, Monsieur,

Je vous ai adressé le……………………………………………saisie administrative à tiers détendeur d'un montant de…............. €

concernant (indiquer débiteur)………………………………………………………… demeurant à (indiquer adresse du débiteur)………...........................................................................

Vous n'avez pas rempli une des obligations visées ci-après :

* **Vous n’avez pas accusé réception de cet avis.**

Je vous rappelle qu'en application de l'article L. 262 du livre des procédures fiscales, le tiers saisi est

tenu de déclarer immédiatement par tous moyens l'étendue de ses obligations à l'égard du redevable dans les conditions prévues à l'article L. 211-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le tiers saisi qui s'abstient, sans motif légitime, de faire cette déclaration ou fait une déclaration inexacte ou mensongère peut être condamné, à la demande du créancier, au paiement des sommes dues à ce dernier, sans préjudice d'une condamnation à des dommages et intérêts.

* **Vous avez accusé réception de cet avis, mais vous ne m’avez pas versé les fonds que vous détenez pour le compte du débiteur désigné ci-dessus.**

Je vous rappelle qu’en application de l'article L. 262 du livre des procédures fiscales, sous peine de se voir réclamer les sommes saisies majorées du taux d'intérêt légal, le tiers saisi, destinataire de la saisie administrative à tiers détenteur, est tenu de verser, aux lieu et place du redevable, dans les trente jours suivant la réception de la saisie, les fonds qu'il détient ou qu'il doit, à concurrence des sommes dues par ce dernier.

C'est pourquoi je vous invite à m'indiquer, dans un délai de huit jours à compter de la réception de la présente lettre, les raisons pour lesquelles vous n’avez pas donné suite à cette saisie administrative à tiers détenteur.

À défaut de réponse, je serais dans l'obligation de demander au juge de me délivrer un titre exécutoire à votre encontre.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de ma considération distinguée.

Fait le………………………à……………. L’agent Comptable